

A Bobigny, la longue attente des étrangers

Chaque nuit, des dizaines de personnes venues renouveler leur titre de séjour se pressent devant la préfecture

Reportage

L'immense esplanade de la préfecture de Bobigny (Seine-Saint-Denis) est déserte. Peu à peu, alors qu'on s'approche du bâtiment, des silhouettes s'animent. Une file d'attente interminable rappelant les magasins de l'ancienne URSS s'est formée. Cette scène n'a rien d'exceptionnel ici. Chaque jour, des étrangers venus renouveler leurs papiers se plient à cette nécessité. Pour être sûrs d'être reçus par l'administration, certains arrivent dans la nuit. Devant l'entrée 23, un panneau clignote : « La direction des étrangers est heureuse de vous accueillir. » Douce ironie au regard de la file compacte, sans cesse rallongée.

Il est 5 heures. Un adolescent flotte comme un spectre, à l'écart de la foule, dans son jogging trop large. Walid, 19 ans, le menton strié d'une barbichette anarchique, s'adonne à une revue d'effectif, à l'affût des nouveaux visages. Il commande un trafic de tickets d'entrée. Avec une dizaine d'amis, il arrive la veille à 17 heures. Ils se relaient pour retirer, dès l'ouverture des bureaux à 8 h 30, les premiers tickets, qu'ils revendront entre 20 et 50 euros, selon la loi du marchandage.

Walid, sans-papiers, n'a besoin d'aucun ticket. Il a quitté Djerba en mars, et a fui la Tunisie avec la vague de migrants clandestins venue après la « révolution de jasmin ». Ce ne sont pas des raisons politiques qui l'ont amené à émigrer mais « des problèmes familiaux », explique-t-il pudiquement. Ses yeux rougis de fatigue détonnent avec son sourire aux lèvres. Walid ne se plaint pas. Il trouve même son activité honorable : « Je viens tous les jours sauf le samedi. C'est mieux que de voler ou de vendre de la drogue. Au moins je peux manger. » Dans cette tour de Babel, il est chez lui. Il hèle un habitué, un



Devant la préfecture de Bobigny. JEAN LARIVÉ POUR « LE MONDE »

vieil Africain avec une chéchia sur la tête : « Ça va, Hadj? » « Maintenant je parle quatre langues, s'amuse-t-il. Même le chinois. »

Ce sont ses amis rencontrés dans les jardins parisiens, points de ralliement des migrants tunisiens, qui l'ont lancé dans le « business » du ticket d'entrée. L'activité était auparavant monopolisée par des Indiens, regroupés un peu plus loin. La cohabitation se déroule bien selon Walid. Son ami Zouhir confirme. En se passant une cigarette, ils racontent leur choc de ne pas retrouver la même hospitalité en

France qu'en Tunisie où « si quelqu'un te croise, il t'invite à manger ». Contraints de se livrer à ce trafic pour survivre, ils restent discrets. « Tant qu'il n'y a pas de bagarre, la police n'intervient pas », expliquent-ils. Voilà pourquoi, aux premiers éclats de voix, les jeunes hommes tempèrent les esprits échauffés par l'attente.

Ce service d'ordre officieux se met en place le matin. Les amis de Walid, une quinzaine ce jour-là, sont postés devant la baie vitrée de la préfecture. De temps en temps, l'un d'eux s'extrait de la file pour se

dégourdir les jambes, fumer une cigarette, puis revient sitôt sa besogne effectuée. Ce va-et-vient déclenche parfois l'agacement de ceux qui patientent depuis des heures. La voix haut perchée d'une femme africaine hurle « dégage! », le slogan de la « révolution de jasmin ». Une autre, enveloppée d'un long châle orange posé sur ses épaules, embraye : « Y en a marre de la mafia des tickets! »

A 6 heures, la bouche de métro toute proche déverse ceux qui n'ont pas pu venir plus tôt. Ils courent pour gagner une place ou

deux. Une pochette bleue, verte ou rouge porte leur espoir de pouvoir pénétrer à l'intérieur de la ruche en verre. Une odeur d'urine prend au nez. Pourtant, à quelques pas de là, une sanisette est à disposition.

Rachid, 27 ans, originaire d'Oujda au Maroc, s'est acquitté de son devoir. Pour une fois, ce n'est pas pour lui qu'il est venu d'Aubervilliers. Avec sa compagne Najja, il chemine vers le métro. Titulaires de cartes de résidents, ils sont spécialistes du renouvellement de papiers. Mais cette fois, ils sont arrivés à 22 heures pour épargner à une

amie enceinte l'épreuve. Le couple est admiratif des trafiquants de tickets : « Ils travaillent et se lèvent pour gagner de l'argent propre. Rien à voir avec les racailles d'ici qui vendent de la drogue. » D'un geste de la tête, ils désignent les bâtiments voisins, la cité Pablo-Picasso.

L'ami dévoué dénonce les absurdités du système : « Si notre carte expiré le 28 du mois, si on se présente le 27 pour retirer un dossier, les agents nous diront de revenir à partir du 28. » En Espagne, on traite les immigrés différemment, assure Rachid : « On peut remplir les formu-

Walid commande un trafic de tickets d'entrée. Ses amis se relaient pour retirer les premiers, qu'ils revendront entre 20 et 50 euros

laire sur Internet et imprimer un avis favorable. On va à la préfecture seulement pour le relevé d'empreintes. » En province c'est pareil : « Avec mon frère, on vivait à Auxerre. Un jour, alors que j'étais tout seul à la préfecture, je me suis même demandé si ce n'était pas un jour férié. »

Une dame voilée engoncée dans plusieurs pulls superposés s'avance lentement. La vieille femme porte deux sacs desquels dépassent deux Thermos rouges. Elle semble murmurer des incantations. En réalité, elle propose à la criée du café. 50 centimes de verre. La vendeuse ambulante refuse de donner son prénom. « Je gagne dix ou quinze euros les bons jours », précise-t-elle. Certains vont acheter son café et s'assoient sur la chaise en plastique qu'ils ont apportée. Dans ce camping improvisé, un homme se couvre avec une couette pelucheuse en laine blanche et marron. Un autre a amené un sac de couchage et s'est installé à même le sol.

Le jour se lève. La nuit de travail des trafiquants s'achève. Un clandestin tunisien raconte sa déception : « La France c'est la misère, elle sombre. » Il joint le geste à la parole en imitant avec sa main un avion qui s'écrase. Son image idéalisée du pays a volé en éclats. Mais chez lui, dans le sud de la Tunisie, à la frontière libyenne, c'est pire. « Il n'y a rien, c'est la merde, wallah... », soupire-t-il. Il grelotte dans son blouson de cuir. Chez lui, les températures avoisinent les 40 °C.

Un choc thermique doublé d'un choc culturel. Désabusé, il se demande pourquoi il a pris des risques pour émigrer. « On vient là, on garde la place et on gratte dix, vingt euros, c'est tout... » A 28 ans, le jeune immigré souhaiterait se marier avec une femme française. Pour oublier cette « souffrance » qu'il aurait aimé ne jamais connaître. ■

Le durcissement des lois sur l'immigration a aggravé la situation

LA QUESTION des files d'attente dans les préfectures pour les étrangers qui viennent faire leurs démarches administratives est un sujet récurrent de crispations. Il y a vingt ans, les militants qui défendaient les droits des étrangers organisaient déjà des manifestations pour dénoncer cette situation. Notamment à Bobigny où la situation est l'une des plus problématiques de France, en raison de la très forte concentration d'étrangers en Seine-Saint-Denis.

Depuis, il y a eu quelques améliorations, raconte Stéphane Maugendre, avocat du Groupe d'information et de soutien des immigrés (Gisti). A Bobigny, des préfabriqués des années 1980, on est passé à un véritable service des étrangers en préfecture à la fin des années 1990, selon l'avocat.

Un auvent a été rajouté pour abriter les files d'attente. Et il est aussi possible, depuis peu, de déposer son dossier sans faire la queue.

L'embolie du dispositif d'accueil des étrangers demeure néanmoins importante. La situation a particulièrement empiré depuis 2002 et les durcissements successifs des lois sur l'immigration. Elle varie selon les préfectures. Mais en Ile-de-France, il est devenu monnaie courante de devoir y perdre des journées ou des demi-journées. Un vrai casse-tête pour de nombreux étrangers qui travaillent ou pour les étudiants qui doivent rater des cours.

Plusieurs raisons à cela. La première est liée à la disparition progressive des cartes de séjour de dix ans. « Ce n'est pas la même

chose d'avoir quelqu'un qui vient en préfecture tous les dix ans que tous les ans », explique l'avocat. Aujourd'hui, en France, les préfectures ne distribuent, en effet, la plupart du temps, que des cartes d'un an.

Documents imprévus

Au fil du temps, d'après M^e Maugendre, la multiplication des faux papiers a aussi engendré une « suspicion » grandissante à l'égard des documents fournis par les étrangers. Notamment vis-à-vis des pièces d'état civil. Très peu de démarches peuvent donc se faire par correspondance.

Les déplacements à répétition des étrangers en préfecture se sont également multipliés au regard de la montée des exigences en matière de pièces à four-

nir. Même si cela n'est « pas réglementaire », d'après M^e Maugendre, les préfectures réclament souvent des documents imprévus comme des « promesses d'embauche » ou obligent les personnes à revenir plusieurs fois alors qu'un tribunal a décidé d'accorder un titre de séjour.

« Jusqu'à il y a deux ans, je n'accompagnais jamais mes clients à la préfecture », raconte M^e Maugendre. Mais la situation s'est tellement détériorée qu'« on est obligé d'y aller pour faire avancer les choses ». Pour ce militant de longue date des droits des étrangers, cet état de fait « est délibéré ».

Depuis janvier 2005, en théorie, une charte Marianne est pourtant censée s'appliquer dans les services déconcentrés de l'Etat

recevant du public. Les préfectures en font partie. Son objectif, en principe, est de rendre l'accueil « plus facile », « attentif et courtois ». La réponse apportée par les agents se doit également d'être « compréhensible » aux demandes et « dans un délai annoncé ».

Le 3 novembre 2011, lors d'une réunion organisée sur le sujet à l'initiative de plusieurs associations militantes, l'ensemble des candidats de gauche à la présidentielle se sont dits favorables au fait d'accorder plus de « dignité » aux étrangers lors de leurs démarches administratives en préfecture. Parmi eux, il y avait la représentante de François Hollande, chargée des questions d'immigration dans l'équipe de campagne, Mireille Le Corre. ■

ELISE VINCENT

FAÏZA ZEROUALA